

Gaétan Breton, *Les orphelins de Bouchard*, Montréal,
Triptyque, 2000, 123 p.

Yvon Savoie

Numéro 35, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002244ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002244ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Savoie, Y. (2001). Compte rendu de [Gaétan Breton, *Les orphelins de Bouchard*, Montréal, Triptyque, 2000, 123 p.] *Cahiers de recherche sociologique*, (35), 215–217. <https://doi.org/10.7202/1002244ar>

Compte rendu

Gaétan Breton, *Les orphelins de Bouchard*, Montréal, Triptyque, 2000, 123 p.

Dans ce petit livre, Breton pose, en première partie, le problème du déclin de la démocratie. Sa démonstration s'appuie, essentiellement, sur le fait que ce sont les institutions démocratiques elles-mêmes qui sont en perte de vue. Ainsi, nos parlements ne servent qu'à faire de la *figuration démocratique*, les partis ne sont plus que des machines électorales, alors que le débat public se fait rare sinon absent des tribunes. Au sein de ces institutions politiques, Breton observe une constante : l'absence de débats d'idées. Ainsi, la presse, tout comme les autres institutions essentielles à la démocratie, ne favorise plus le débat d'idées. Bien qu'elle aime à se considérer comme le chien de garde de la démocratie, le fait est que la presse est dirigée par des grandes corporations et qu'elle nous conditionne plutôt qu'elle nous informe. Elle participe donc à l'établissement de ce que plusieurs autres avant Breton ont appelé la *pensée unique*. Ainsi est rendu possible le fait que le pouvoir politique s'efface devant le pouvoir économique et que tout n'est plus qu'objet de consommation : « [...] nous ne sommes plus en démocratie et nous ne sommes plus des citoyens. Nous sommes devenus des consommateurs à part entière et nous consommons des gouvernements et les chefs comme le reste » (p. 19).

Pour étayer sa démonstration, Breton nous sert l'exemple du PQ, il nous expose comment ce parti est passé d'un *lieu de prise de parole à un lieu de silence*, silence qui s'observe tant au niveau des circonscriptions que des instances régionales et nationales de celui-ci. Bref, Breton nous montre l'impossibilité ou, à tout le moins, la très grande difficulté d'y débattre, le *Bunker* s'assurant même que le Congrès national ne porte pas sur l'ancien programme du parti, mais sur une proposition principale concoctée en haut lieu. Voilà qui ne laisse pas une très grande place aux militants qui, s'ils sont orphelins d'un parti où l'on pouvait débattre, demeurent souvent apathiques face aux entorses que subit la démocratie. Dans la même veine, terminant la première partie de son trop bref ouvrage, Breton observe l'inadéquation qui prévaut entre le programme du PQ (ce pour quoi, en principe, il a été porté au pouvoir) et les actions gouvernementales. Ainsi, il montre comment l'équipe Bouchard, obsédée par l'atteinte du déficit zéro, en est venue à sabrer dans les programmes

sociaux, ouvrant de grandes brèches dans le filet social, notamment en santé et en éducation. Bref, Breton nous démontre comment « dans ce processus, les militants d'abord et la population ensuite sont pris en otage par une clique au service du grand capital international » (p. 55).

Dans la deuxième partie de son ouvrage, Breton s'intéresse plus particulièrement à la mondialisation qui implique le recul de tout interventionnisme étatique au profit du marché qui se prétend libre, alors qu'il n'en est rien. Il montre aussi comment le rétrécissement du « filet social » est la conséquence de l'adhésion à une vue des choses qui présente ce dernier comme une contrainte au libre marché qui pourrait, s'il en était délesté, créer de l'emploi. Or, il argue que ce point de vue n'est que chimère, le problème qui se présente à nous n'étant pas l'interventionnisme étatique, mais le fait que cet interventionnisme doive s'opérer avec le seul concours des contribuables de la classe moyenne, étant donné le fait que le gouvernement renonce à taxer les riches, laissant une partie de plus en plus importante de la richesse exempte de toute redistribution, tout en subventionnant, plus que jamais, les entreprises. D'un côté, le gouvernement se désengage devant les citoyens, les laissant plus que jamais seul face à ce qu'autrefois on se plaisait à appeler le risque social, alors que de l'autre il joue le jeu des magnats de l'industrie qui ne cherchent qu'à maximiser leurs profits et n'ont que faire de la solidarité sociale. Voilà ce à quoi notre gouvernement, et son obsession pour le « déficit zéro », accorde, de concert avec les autres institutions démocratiques, la plus grande légitimité. De ce fait, il contribue lui-même à saper la raison de son existence : la démocratie.

Pour conclure, on peut dire que globalement, ce livre intéressant possède le double avantage de s'attaquer aux questions politiques centrales de notre époque et de le faire sous un angle qui défie le regard complaisant que certains posent sur ces questions. Breton n'est certainement pas de ceux-là et nous suivons très bien la logique qui l'amène à nous dire qu'à la suite des militants qui se sont trouvés orphelins d'un parti, le gouvernement Bouchard risque bien de faire de nous des orphelins du « filet social ». Voilà une démonstration qui méritait d'être faite, tant il est vrai qu'elle résulte de notre soumission à une idéologie qui prétend ne pas en être une, soit la mondialisation. Toutefois, il reste à avancer des solutions de rechange possibles à cette dernière et, sur ce point, les propositions de Breton demeurent ténues. Mais qui aurait pu faire mieux ? Il a le mérite de poser clairement le défi auquel fait face la jeune génération, soit « s'approprier la valeur créée sans eux et de la faire servir à la solidarité sociale

plutôt qu'à l'égoïsme effréné » (p. 82). Cela dit, la question demeure entière et nous pouvons la résumer en un mot : comment ? S'il n'offre pas *la solution* à ce problème, son livre a tout de même le mérite de nous faire comprendre que celle-ci ne passe pas nécessairement par l'emploi salarié, car l'emploi, par sa rareté et sa précarité, fait plutôt partie du problème que de la solution.

Yvon SAVOIE
Étudiant à la maîtrise
en science politique à l'UQAM